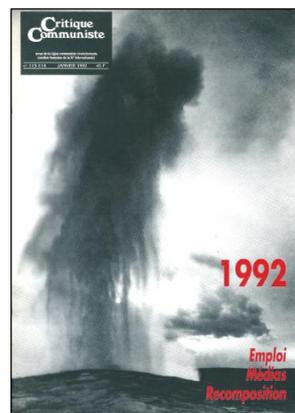


L'autogestion ambiguë

Maxime Durand, *Critique communiste* n° 113-114, janvier 1992

Le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas : telle est l'une des leçons les plus claires des événements récents, qu'il s'agisse de l'effondrement des sociétés bureaucratiques à l'Est, ou du lamentable enlisement des expériences social-démocrates à l'Ouest. Ce principe général ne suffit cependant pas à résoudre toutes les questions et notamment celle de savoir si cette perspective autogestionnaire remet en cause la distinction entre réforme et révolution et rend actuelle une stratégie gradualiste ? La question peut sembler un peu abstraite, mais elle constitue à notre sens le centre mal défini autour duquel tournoient les débats multiformes de refondation. Dans la période actuelle, la tentation est grande de suivre des voies plus faciles qui postulent un certain gradualisme, à savoir l'instauration progressive d'un mode de production minant de l'intérieur puis dépassant le capitalisme. Telle est la thèse que nous voudrions discuter à partir de quelques contributions récentes.



Les critiques radicales de Gorz

La manière la plus simple d'aborder cette discussion consiste à interroger les écrits d'André Gorz, qui nous semble tout à fait symptomatique d'une ambiguïté fondamentale. On trouve en effet chez lui la critique sans doute la plus radicale du capitalisme contemporain, mais aussi, lorsqu'il s'agit de recommandations plus immédiates, une curieuse confiance accordée à une espèce de social-démocratie réformatrice. Gorz va directement à la racine des choses : la crise actuelle est pour lui celle du mode de production capitaliste dans son principe le plus essentiel, à savoir la logique d'économie du temps de travail. Les progrès de la productivité ont en effet conduit à une situation où, au moins potentiellement, la société pourrait produire avec une dépense de travail de moins en moins importante les marchandises assurant à l'ensemble de la population un niveau de vie correct. Le temps de travail nécessaire étant progressivement réduit, la société pourrait fonctionner autrement, en décidant d'affecter le temps social sur la base d'un autre principe que celui de la valeur.

Cette crise n'est donc plus simplement le produit du couple surproduction/suraccumulation, elle découle de la perte d'efficacité du principe capitaliste d'affectation du travail social. C'est à notre sens le marxisme le plus authentique qui est ainsi restitué, et Gorz se réfère souvent à une citation fameuse des Grundrisse : « Lorsque, dans sa forme immédiate, le travail aura cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cessera et devra cesser d'être la mesure du travail, tout comme la valeur d'échange devra cesser d'être la mesure de la valeur d'usage. (...) Dès lors, la

production fondée sur la valeur d'échange s'effondre et le processus immédiat de la production matérielle se dépouille de sa forme et de ses contradictions misérables. Ne s'opérant plus au profit du surtravail, la réduction du temps de travail nécessaire permettra le libre épanouissement de l'individu » (1).

Sur la base de cette analyse fondamentalement correcte, Gorz va construire une théorie de l'au-delà du capitalisme tout à fait contestable, et qui permet de mieux comprendre un certain nombre de glissements ultérieurs. Cette conception a été exposée de la manière la plus systématique dans ses *Adieux au prolétariat* (2). Ce livre, sous-titré *Au-delà du socialisme*, est une critique du projet socialiste révolutionnaire. Il propose une théorie de l'impossibilité de fonctionnement de l'économie planifiée, et cherche à renouer avec une dimension ignorée de la pensée marxienne : « celle du communisme comme extinction de l'économie politique et mesure de la richesse non pas en termes de quantité de valeur d'échange mais de possibilités auto-déterminées de bonheur ». Mais la position de Gorz se fait encore plus claire dans le chapitre intitulé « Pour une société dualiste » où est exposée sa thèse essentielle, cette fois radicalement anti-marxiste : « Contrairement à ce que pensait Marx, il est impossible que l'individu coïncide totalement avec son être social ni que l'être social intègre toutes les dimensions de l'existence individuelle ». A partir de ce postulat, le raisonnement de Gorz se déroule avec logique : la sphère de l'« hétéronomie », celle de la nécessité, des activités salariales et marchandes tend à se réduire, à cause du développement de la productivité, de telle sorte que le domaine du capitalisme se rétrécit peu à peu. Mais il n'est pas vraiment possible de le faire fonctionner autrement et son dépassement ne peut résulter que de l'expansion progressive de la sphère du travail « autonome », celle de la liberté. C'est ce dualisme nouveau qu'il faut aider à se mettre en place : il s'agit de réduire la « sphère de la nécessité », faute de pouvoir la supprimer, et de subordonner la sphère de l'hétéronomie à celle de l'autonomie : « La première assure la production programmée, planifiée, de tout ce qui est nécessaire à la vie des individus et au fonctionnement de la société, le plus efficacement et donc avec la moindre consommation d'efforts et de ressources. Dans la seconde, les individus produisent de façon autonome, hors marché, seuls ou librement associés, des biens et services matériels et immatériels, non nécessaires mais conformes aux désirs, aux goûts et à la fantaisie de chacun »

Cette relecture de Gorz fait apparaître une philosophie politique radicalement opposée à celle du marxisme : « Tout, aujourd'hui, nous porte à penser qu'il n'est pas possible de produire une société hautement industrialisée (et, par delà elle, un ordre mondial) qui apparaisse à chacun comme la résultante désirée de sa libre collaboration avec les autres ». Autrement dit l'association des libres producteurs dont rêvait Marx est un projet impossible : ou bien il faut travailler dans cette société, et le plan, comme le marché, est un instrument d'asservissement aux exigences de la nécessité : « du point de vue de l'individu, le plan n'a en fin de compte aucune supériorité sur le marché ». Gorz cite une affirmation encore plus explicite de Negri : « le communisme n'est planification que dans la mesure où il est abolition du travail (...) Quand les conditions et l'objectif de l'abolition du

travail n'existent pas, la planification n'est qu'une forme nouvelle du commandement capitaliste - sa forme socialiste ». Et si le travail est vraiment aboli, alors il faut qu'en même temps dépérisse la sphère de la socialisation au profit de l'existence individuelle qui « comporte des régions par essence secrètes, intimes, immédiates et non médiatisables, échappant à toute possibilité de mise en commun ».

Vers « l'individualité sociale »

Ce schéma avancé par Gorz renvoie à sa conception sartrienne de la morale. Pour lui, en effet : « il ne peut y avoir de moralité ni de moralisation des rapports que s'il existe une sphère d'activités autonomes dans laquelle l'individu est l'auteur souverain de ses actes, sans nécessité ni alibi ni excuse, et si cette sphère est non pas subordonnée mais prépondérante dans la production de chacun par soi-même et du tissu de ses rapports avec les autres » (3). Nous serons évidemment d'accord pour dire qu'il ne saurait y avoir « de socialisation possible de la tendresse, de l'amour, de la création et de la jouissance (ou de l'extase) esthétiques, de la souffrance, du deuil, de l'angoisse » si Gorz veut dire par là que ces rubriques ne doivent pas figurer au Plan, aussi démocratique soit-il. Mais si Gorz pense que ces « régions par essence secrètes » ne connaîtront leur plein développement qu'à l'intérieur de la sphère privée, alors nous ne pouvons pas le suivre dans cette conception naturaliste de l'espèce humaine. Toutes ces dimensions de l'individu ne sont bien sûr pas déterminées mécaniquement par son mode de socialisation, mais comment nier l'interaction dialectique entre les deux ordres de phénomènes ? Existerait-il donc un individu qu'il suffirait de dégager de sa gangue marchande pour qu'il accède à une pleine et entière réalisation ? Notre conception consisterait plutôt à postuler que c'est à proportion de la maîtrise qu'il peut exercer sur la société dans laquelle il vit, qu'un individu peut réaliser ses potentialités propres.

Nous rejoignons donc la réflexion que proposent Philippe Zarifian et Christian Palloix (4) autour de la notion d'« individualité sociale ». Leur point de départ est un constat analogue à celui de Gorz, portant sur la « possibilité matérielle de développer un temps disponible, au-delà de celui où se condensent les actes de travail, temps disponible consacré à la construction du rapport à la société : temps d'appropriation de connaissances, d'ouverture sur le monde, de vie affective de participation à la vie civique, de voyages, etc. » mais Zarifian et Palloix dessinent une tout autre perspective : « L'individualité sociale, c'est la forme par laquelle l'individu dépasse le caractère "privé" de son activité et prétend s'approprier, de manière active, le sens des relations multiples qu'il noue avec sa propre société, en tant qu'elle est en devenir et qu'il participe à son engendrement (...) Elle condense le nouveau principe d'une société alternative dans laquelle les personnes individualisées se développent par les relations qu'elles nouent intentionnellement entre elles et par une approche d'association (et non plus de domination) avec les ressources participant à la consistance naturelle du monde ». Cette perspective, qui s'oppose à celle de Gorz, nous semble bien correspondre au projet communiste qui est le nôtre.

Vers le communisme, à petits pas ?

Ce sont les fondements de sa philosophie morale qui permettent, nous semble-t-il, de mieux comprendre l'ambiguïté des positions de Gorz. Sa critique est certes radicale, mais l'issue à la crise de la société marchande, se trouve selon lui à portée de main, dans l'extension de tout ce qui peut servir à accompagner le rétrécissement graduel de la sphère du salariat. Le capitalisme ne sera pas vraiment renversé, il sera peu à peu réduit à sa plus simple expression. On comprend que dans ce processus le prolétariat n'ait plus aucun rôle central à jouer, d'où les adieux que Gorz lui adresse. Cela ne l'empêche pas de mettre en avant des propositions intéressantes, et qui rejoignent notre propre problématique, à savoir la réduction du temps de travail sans réduction du salaire, et le versement d'un revenu déconnecté du travail. Ces deux revendications majeures sont évidemment cohérentes avec le projet de Gorz. Mais la perspective ouverte par cette analyse s'accompagne d'un gradualisme souvent très décevant, que l'on retrouve dans son dernier ouvrage (5) qui n'a d'ailleurs pas la même force que le précédent (6). Gorz y apporte quelques précisions sur la manière d'avancer vers l'extinction du capitalisme : « Une politique du temps conséquente me paraît décisive. Au sujet de son mode de financement, il suffira de remarquer ici qu'il devra concilier trois types d'intérêt à première vue contradictoires : premièrement, l'intérêt légitime des gens qui ne veulent pas que leur revenu réel diminue quand la durée du travail diminue ; deuxièmement, l'intérêt légitime des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, qui ne peuvent être gérées de façon efficace et prévoyante que si elles connaissent leurs coûts réels, principalement le volume réel de travail dont elles ont besoin, ce qui exclut qu'elles paient les gens pour un travail qu'ils ne font pas ; troisièmement, l'intérêt légitime de la société, qui doit pouvoir établir des priorités et décourager certaines consommations et productions par des taxes dissuasives, du genre de celles qui existent déjà et dont les produits destinés à l'exportation sont exemptés ». Et Gorz de proposer que des impôts analogues à la TVA viennent alimenter « une caisse qui verserait aux gens leurs revenus durant les périodes de non-travail », et de se référer à un Jacques Delors proposant lui aussi « d'autres logiques de production et d'échange ».

Alain Bihr (7) n'a donc pas tort de considérer que Gorz, au même titre d'ailleurs que Lipietz, se fait en pratique le promoteur d'un nouveau compromis « néo-social-démocrate ». Mais, et la nouveauté mérite d'être soulignée, il s'agit d'un mélange nouveau entre réformisme et révolution, où le compromis réformiste serait en réalité un moyen d'ouvrir la voie au communisme. Ce thème n'est pas entièrement neuf et était déjà apparu il y a quelques années autour de la notion de « temps choisi ». Il convient d'en faire une critique résolue, non pas pour conforter dogmatiquement la notion de rupture révolutionnaire, mais pour montrer qu'il s'agit d'une impasse très dangereuse. L'argument clé est tout simplement que le capitalisme a horreur du vide et qu'il ne peut tolérer à côté de lui un autre secteur qui lui

échapperait et viendrait le subvertir jusqu'à une graduelle extinction. Que le capitalisme ait de plus en plus de mal à structurer l'ensemble de la sphère sociale n'implique en aucun cas qu'il pourrait tendre à se retirer en douceur. Il faut bien sûr se garder de personnaliser le capitalisme, en imaginant qu'il s'incarne en un petit groupe d'individus dressant des plans. Il s'agit bien évidemment de processus sociaux qui se déroulent et s'imposent de manière assez largement indépendantes des agents qui en sont les supports. On peut donner de ces mécanismes trois exemples qui vont point sur point à l'encontre des schémas de Gorz.

Considérons d'abord le mouvement de réduction de la durée du travail : il s'est ralenti dans les plus grands pays capitalistes, et est même bloqué en France depuis le passage aux 39 heures de 1983. Les réductions ne sont envisagées par les patrons qu'au prix de contreparties correspondant à des dégradations des conditions de travail, et, dans le cas français, le rapport de forces est si mauvais que bien souvent les patrons obtiennent un aménagement du temps de travail à leur convenance, sans aucune réduction de la durée globale.

Il y a ensuite le revenu minimum : dans la logique capitaliste le RMI ne sort pas d'une logique d'assistance aux plus pauvres et n'acquiert en rien le caractère subversif qu'il pourrait tirer d'une déconnexion réelle entre salaire et travail. L'offensive va ici encore en sens inverse : l'idée à la mode est qu'il faut débloquer l'obstacle que constitue le SMIC, afin de créer des emplois à bas salaires.

Troisième exemple, celui du tiers secteur d'utilité sociale. C'est la grande idée de Lipietz, reprise par la CFDT. Il existerait une « nouvelle demande » correspondant à des besoins pas vraiment solvables que l'on pourrait satisfaire par la création d'entreprises intermédiaires entre privé et public, et dont la viabilité reposerait en partie sur de bas salaires et en partie sur des financements publics, par exemple sous forme d'exonérations fiscales et sociales. L'activité de ces entreprises serait consacrée à des travaux socialement utiles dont Lipietz dresse ainsi la liste : « ceux qui sont actuellement fournis à coût élevé (puisqu'ils ne sont pas subventionnés) par certains secteurs de l'Etat-providence lui-même (soins de base aux malades, aide aux convalescents) ; ceux qui sont actuellement fournis par le travail contraint et gratuit des femmes ; ceux qui ne sont pas fournis du tout ou trop peu parce que ce serait trop cher (amélioration de l'environnement, en particulier des quartiers pauvres, animation culturelle, etc.). » (8)

Sur ces trois points (durée du travail, revenu garanti, tiers secteur) ce que le capitalisme met en place relève de la caricature. Le RMI n'est pas ce que Gorz ou d'autres peuvent préconiser et les emplois de proximité qui sont la dernière grande idée à la mode ne correspondent pas non plus à la sphère de l'autonomie telle que l'entend Gorz, ce qu'il souligne d'ailleurs lui-même : « s'il s'agit, en fait, d'emplois de domestique, de femme ou d'homme de ménage au service personnel du particulier, on ne peut encourager la création de tels emplois sans affirmer qu'il y a deux catégories de citoyens, dont l'une accomplit pour les autres les besognes ménagères les moins nobles. » (9)

Mais c'est bien là que le bât blesse : le capitalisme construit une société de plus en plus dualiste, mais ce n'est évidemment pas celle que prône Gorz. Au lieu de tirer sa révérence à Delors (dont le projet, comme chacun sait, est de dépasser le capitalisme), il devrait se demander comment il peut rendre compatible ses perspectives stratégiques et sa lumineuse analyse de la nouvelle société de services. C'est sans doute lui qui a en effet le mieux montré que la montée des services aux particuliers, accompagné d'une répartition inégalitaire des revenus, correspondait non pas à l'émergence d'un tertiaire moderne (les services prenant le relais de l'industrie) mais au contraire à la mise en place d'une « société de serviteurs » qu'il qualifie à juste titre de « contre-économie tertiaire ». L'objectif n'est plus alors d'économiser du temps de travail social, mais d'occuper le temps de travail disponible. Il écrit ainsi très clairement : « Le développement des services personnels n'est donc possible que dans un contexte d'inégalité sociale croissante, où une partie de la population accapare les activités bien rémunérées et contraint une autre au rôle de serviteur. » (10)

C'est très exactement cette société-là qui se met en place, et son développement repose sur trois piliers : l'inégalité croissante, fonctionnelle à la reproduction du capital (c'est la consommation des riches qui assure le dynamisme du système), l'exclusion qui rejette tout ce qui ne vient pas s'inscrire harmonieusement dans ces schémas, enfin ce que l'on pourrait appeler endiguement (containment en anglais), c'est-à-dire l'ensemble des dispositifs assurant le contrôle des frontières (au sens large du terme) qui séparent gagnants et perdants. Rien d'étonnant à ce que cette dynamique secrète des transformations sociales qui ne vont pas dans le sens du dépérissement de l'économie marchande mais visent au contraire à assurer envers et contre tout sa domination sur l'ensemble de l'économie.

Il ne saurait donc suffire de faire pression sur ces évolutions pour en modifier la signification sociale : ce n'est pas seulement en demandant que le RMI soit plus élevé que l'on va progressivement abolir le salariat, ce n'est pas non plus en exigeant que les emplois de proximité aient une « utilité sociale » (et les autres alors ?) que l'on va peu à peu grignoter la sphère marchande. Peut-on, comme le propose Alain Bihr subvertir ces processus de l'intérieur ? On ne voit pas très bien comment s'articule son assez étrange position. Certes, il dénonce avec clairvoyance ce que recouvre le projet néo-social-démocrate, à savoir une version « adoucie » de la société dualiste. Mais, dans le même temps, il propose une stratégie dont on ne voit pas bien ce qui la distingue de la démarche de Gorz. Dans cette même revue (11) Bihr écrit ainsi que la refondation du mouvement ouvrier doit partir « de l'hypothèse que la transition du capitalisme au communisme a d'ores et déjà commencé, et qu'elle doit se poursuivre à l'intérieur du capitalisme lui-même (...) ce qui implique la lente construction d'une "société alternative", libérée des médiations marchandes et étatiques, appuyée sur des réseaux de contre-pouvoirs (...) Dans ce processus, le pouvoir d'Etat est moins ce qu'il s'agit d'occuper et d'exercer que ce qu'il s'agit de détruire ou du moins de neutraliser, en le délégitimant et en le court-circuitant ».

Tout cela ressemble furieusement au PSU des années 60 et au jeune Gorz de l'époque qui déclarait dans une conférence donnée en avril 1966 : « Vous objecterez peut-être qu'il ne peut y avoir de réformes à caractère socialiste tant que le pouvoir de fait reste aux mains de la bourgeoisie, tant que l'Etat capitaliste est debout. Cela est vrai. Une stratégie socialiste des réformes progressives ne signifie pas que des îlots de socialisme seront installés dans un océan capitaliste. Elle signifie cependant la conquête de pouvoirs ouvriers et populaires, la création de centres de gestion sociale et de démocratie directe (dans les grandes entreprises industrielles et les coopératives de production, notamment) ; la conquête de positions de force dans les assemblées représentatives ; la mise hors marché de productions et de services répondant à des besoins collectifs, avec pour inévitable conséquence l'intensification et l'approfondissement de l'antagonisme entre la logique de production sociale selon les besoins et aspirations des hommes, et la logique de l'accumulation capitaliste et du pouvoir patronal. Encore faudra-t-il que cet antagonisme ne soit jamais institutionnalisé, comme cela est la règle dans les régimes néo-capitalistes et sociaux-démocrates. » (12)

Mais ce qui était encore défendable il y a un quart de siècle, quand le mouvement ouvrier repartait à l'offensive, est-il de mise aujourd'hui ? Toute la question est là et Bihr ne fournit aucun élément permettant d'y répondre concrètement.

A propos d'un dérapage de Gorz

A la page 19 de son dernier livre (*) Gorz écrit ceci : « Sur quelles valeurs communes a donc pu se fonder un front allant de Chevènement à Le Pen, de la gauche alternative au Club de l'Horloge, des verts au PCF, de la IVe Internationale aux gaullistes historiques ? » Gorz a évidemment parfaitement le droit d'être favorable à l'intervention occidentale, à l'image de nombreuses autres personnalités « de gauche ». Et nous avons parfaitement le droit de considérer quant à nous qu'il s'agit d'un test cruel mais décisif de délimitation. De ce point de vue, il est plutôt réconfortant de constater que les Verts, le PCF, la CGT, comme plusieurs autres structures syndicales, SOS-Racisme, la gauche alternative, des courants du PS, la IVe Internationale aient choisi de s'opposer à cette sale guerre. Nous pensions André Gorz réfractaire à cette figure de style si fréquente chez les staliniens, et il aurait pu au moins montrer un peu plus d'imagination dans l'amalgame. Dédoubler la droite fasciste en Front National et Club de l'Horloge, comme s'il s'agissait de courants aussi éloignés que les Verts peuvent l'être du PCF, ne réussit ni à créer un balancement équilibré, ni à dissimuler ce simple constat : il y a eu une mobilisation anti-guerre des forces vives de la gauche et, de leur côté, les fascistes, pour des raisons qui leur sont propres et dont Gorz serait bien en peine de montrer qu'elles sont identiques à celle des « néo-pacifistes », avaient choisi le soutien à Saddam Hussein. Feindre de s'interroger sur une prétendue communauté de valeurs, est une bien déplorable méthode de débat. Tout cela ne nous empêchera pas de trouver passionnantes les analyses de Gorz, mais il y aura dorénavant une fausse note qu'un intellectuel cohérent ne saurait oublier.

(*) A.Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, Galilée, 1991.

Le secteur informel, un modèle alternatif ?

Cette idée selon laquelle la transition au communisme a commencé, à partir des secteurs de la société négligés par le capitalisme, trouve une expression particulièrement désagréable quand elle est transposée à ce que l'on appelle « secteur informel » dans le Tiers-Monde. Là encore, il existe plusieurs versions. La plus fameuse a été popularisée dans un livre intitulé *El otro sendero*, par référence évidemment au Sentier Lumineux. Son auteur, un patron de Lima, y dresse une véritable apologie du secteur informel, s'extasiant sur les capacités d'innovation, d'adaptation, bref d'entreprise... de ces milliers de détenteurs de petits boulots qui pullulent dans les villes du Tiers-Monde. Dans son prologue, l'écrivain Vargas Llosa n'y allait pas par quatre chemins : « dans des pays comme le Pérou, le problème n'est pas l'économie informelle mais l'Etat ». La promotion du secteur informel devait déboucher selon lui sur une « révolution », portée par « une armée de victimes du système en place, qui, en se rebellant contre ce dernier au nom du droit au travail et à la vie, ont découvert les fruits de la liberté ». On le sait bien en ce qui concerne le Pérou : le fameux secteur informel n'a pu offrir qu'un rempart dérisoire à la montée du chômage, de la précarité, d'un délabrement urbain, d'une déliquescence du tissu social et d'une misère que l'on a du mal à imaginer, les milliers de victimes récentes du choléra venant symboliser cette déchéance.

Dans un registre plus « alternatif », Serge Latouche propose dans son dernier livre (13), dont le sous-titre indique qu'il se veut un *Essai sur l'après-développement*, une analyse du secteur informel, comme creuset d'une « authentique culture de la pauvreté, préfiguration possible d'une autre société ». Latouche montre comment le secteur informel, adossé aux traditions communautaires de solidarité ne représente pas seulement le mode de vie des exclus mais aussi l'affirmation positive de valeurs alternatives : « l'organisation communautaire des exclus entraîne une production de biens collectifs, de la voirie aux activités culturelles (théâtre et fête) qui n'apparaît jamais comme telle, car elle est immergée dans la socialité. Les pauvres sont beaucoup plus riches qu'on ne le dit, et qu'ils ne le croient eux-mêmes. L'incroyable joie de vivre qui frappe beaucoup d'observateurs des banlieues africaines trompe moins que les déprimantes évaluations objectives des appareils statistiques qui ne cernent que la part occidentalisée de la richesse et de la pauvreté ». Il y a certes une part de vrai dans cette analyse, mais quand même ! pour les millions d'exclus, ce qui domine c'est malgré tout la misère, la maladie, l'insécurité et l'ignorance. Que cela ne tue pas toute joie, ni toute solidarité communautaire, c'est tant mieux, mais comment penser que ce modèle peut être porteur d'un progrès social, autrement que comme protection contre un système de plus en plus excluant ? Cet angélisme est sans doute plus sympathique que l'apologie du marché d'un Vargas Llosa, mais ne fait au fond qu'inverser le point de vue européen-centriste. Il n'y a sans doute pas de regard possible de l'occidental sur la misère du Tiers-Monde, et l'extase de Latouche devant le bon sauvage qui sait vivre dans la merde et dans la joie ne règle pas la difficulté.

Ce détour par le Tiers-Monde permet de souligner une double correspondance entre Nord et Sud : dans les deux cas, il y a mise en place de formes nouvelles de dualisme et d'exclusion sociale. Et, dans les deux cas, il est illusoire de penser que ce qui se passe dans le secteur des perdants va donner naissance à un nouveau projet social offensif et conquérant. Chez les dominés, on peut rencontrer des expériences de résistance contre-culturelles mais celles-ci restent par définition instables et marginales et ne peuvent à elles seules dessiner une véritable alternative au système dominant.

Le capitalisme antichambre du socialisme ?

Une autre idée que l'on rencontre souvent dans les débats actuels est qu'il y a du plan dans le marché et réciproquement. Le capitalisme n'est pas une pure économie de marché, dans la mesure où il introduit (de gré ou de force) de nombreux éléments de programmation, voire de planification, ainsi qu'une logique de service public non marchande. Tout cela est évident, et Jean-Marie Vincent a raison d'insister sur le fait que l'offensive libérale n'a réussi qu'à entamer partiellement la réalité et la légitimité de l'intervention de l'Etat dans la régulation économique, tout simplement parce qu'un retour en arrière total était impossible dans l'état actuel des rapports de force entre classes : « cela veut dire que l'Etat aujourd'hui est l'expression sans doute bureaucratique, donc très souvent non démocratique du fait que la socialisation des relations, des activités dans nos sociétés a fortement progressé et qu'il n'y a pas de sociétés modernes aujourd'hui qui puissent fonctionner totalement selon les normes d'un capitalisme pur. » (14) Ceci est incontestable mais conduit au *come-back* surprenant d'une vieille grille de lecture revenant de fait aux formulations les plus ambiguës de Lénine et notamment à cette fameuse citation, d'ailleurs reprise en exergue de leur Traité (15) par les économistes du PCF : « le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme. » (16) Zarifian (17) insiste sur ce point, allant même jusqu'à écrire que « le capitalisme est un puissant vecteur de développement de la planification ». Plus précisément, le capitalisme a selon lui développé « deux nouvelles sources essentielles d'efficacité : l'organisation systématique du travail dans les lieux de production ; la coordination administrée et le pilotage stratégique de vastes ensembles d'unités opérationnelles (services, centres de recherche, usines, réseaux de distribution, etc.). » On retrouve une analyse analogue défendue à l'occasion du débat autour du projet de manifeste de la Ligue (18) : « Ainsi le vice rend hommage à la vertu : la concentration et la centralisation du capital international, la recherche constante d'une productivité accrue, la nécessité d'introduire des innovations technologiques, l'industrialisation, le développement de nouvelles méthodes en agriculture, la nécessité de planifier les dépenses d'énergie, la protection de l'environnement, tout amène à ce que soit la planification consciente qui régisse le monde et non pas les prétendus libertés et hasards impétueux de la concurrence et du libre marché. »

Ces constats ne sont pas faux en soi. Mais c'est ce qu'ils suggèrent implicitement ou non qui est discutable, à savoir l'idée d'une continuité linéaire entre les éléments de planification et de logique de service public mis en place par le capitalisme et leur extension comme règle de fonctionnement dominante. On comprendrait bien peu de choses à la réalité du capitalisme contemporain si l'on oubliait que c'est le principe de concurrence entre capitaux qui continue de dominer et de régler l'évolution de l'économie capitaliste mondiale. Cependant, ce qui nous intéresse ici, ce sont les perspectives stratégiques que les uns et les autres peuvent en tirer, et qui sont évidemment très différentes. L'élément le plus marquant est sans doute la synthèse que propose Philippe Herzog (19) des thèses les plus droitières qui ont pu être élaborées depuis vingt-cinq ans par les économistes du PCF. Avec ce titre un peu déconcertant, l'auteur quitte cependant le strict terrain de l'économie qui était sa spécialité, pour proposer une démarche programmatique d'ensemble, que cette phrase résume assez bien : « Il s'agit de construire une société mixte de transition, de l'intérieur du capitalisme vers le communisme, d'ouvrir un chantier pour son dépassement graduel afin de pousser plus loin ses acquis et ses conquêtes, tout en faisant reculer ses tares ». On retrouve donc ici une nouvelle variante de gradualisme, avec cette même ambiguïté fondamentale : d'un côté, tout repose sur le postulat implicite selon lequel on peut progressivement imposer au capitalisme une nouvelle définition de l'efficacité, de l'autre, l'objectif demeure une société communiste fonctionnant autrement, vers laquelle il serait possible de progresser avancées après avancées.

Herzog reste fidèle à l'idée selon laquelle l'application de « nouveaux critères de gestion » permettraient de mettre un terme aux gâchis engendrés par le fonctionnement actuel du capitalisme, trop axé sur des critères strictement financiers. Il faut oser « affronter les sacro-saints critères de la rentabilité capitaliste (...) qui poussent à réduire la masse salariale et les prélèvements sociaux afin de rémunérer un capital déjà suraccumulé ». Il faut imposer au contraire « des critères alternatifs : valeur ajoutée rapportée au capital avancé, valeur ajoutée disponible (production nette des investissements), qui pousseraient à produire plus et mieux et à réduire la charge des dépenses en capital ». Toute la question est de savoir si l'on peut concevoir une telle mixité des critères. Herzog est d'accord pour constater que l'expérience de la gauche française n'a pas débouché, faute d'une conception trop étatiste, sur l'économie mixte telle qu'il la conçoit. C'est l'intervention autonome des travailleurs, à partir d'une logique autogestionnaire, qui permettrait de faire avancer ces nouveaux critères, « en conjugaison conflictuelle » avec le taux de profit.

Mais qui donc va assurer la compatibilité de ces deux ordres de critères ? Herzog oscille alors entre deux versions. Par moment, il parle de lutte, de bataille, d'objectifs qu'il faut imposer au patronat en raison de l'argument, qu'il cite lui-même, selon lequel une entreprise adoptant ces nouveaux critères va « prendre tous les coups dans la concurrence ». Mais d'autres passages livrent une approche beaucoup plus consensuelle, où ce sont les vertus de la coopération qui sont mises en avant. Herzog reproche au Parti

Communiste de trop « diaboliser » le patronat, et en vient même à esquisser une vocation de rassemblement sans rivages. Qu'on en juge : « N'a-t-il pas vocation à rassembler dans toute la société, des plus démunis jusqu'aux chercheurs et aux cadres, y compris les responsables d'entreprise dans leurs fonctions de dirigeants du travail collectif de création de richesses, et non pas dans les pratiques monopolisatrices et spéculatives ? » C'est en fait le vieux thème de l'union contre les monopoles qui ressurgit, avec cette variante consistant à séparer au sein d'une même couche sociale le bon grain (« la création de richesses ») de l'ivraie (« les monopoles et la spéculation »).

Ce projet de blanchiment du capitalisme, qui suppose que concentration et financiarisation sont de simples excroissances malsaines dont l'intervention des travailleurs pourrait le débarrasser, ne repose pas sur une analyse très convaincante. En tout cas elle n'a pas convaincu les patrons avec lesquels Herzog a décidé d'ouvrir la discussion au sein de l'association « Confrontations » qu'il vient de lancer. Lors d'un récent colloque, les patrons ont été unanimes, de manière assez caricaturale : « Pas de mélange des critères... une seule loi, celle du profit... c'est la lutte darwinienne entre les entreprises qui décide... un seul chef à bord, moi. » Cette volonté de dialoguer avec un patronat dont les éléments supposés les plus avancés se montrent aussi bornés a au fond de quoi surprendre : comment comprendre un tel entêtement ?

Cette stratégie autogestionnaire, cette nouvelle mixité conflictuelle laissent finalement assez perplexes, et on ne voit pas bien quelle est la marchandise que vend Herzog à s'en tenir à son livre. Pourtant cette position a gagné une large influence au sein de la CGT, à en croire au moins les textes proposés à la discussion du prochain Congrès. Si on examine de plus près les (rares) exemples mis en avant, les choses deviennent un peu plus claires : ainsi, dans sa contribution au colloque *Issues*, Jean Lojkine cite l'expérience de Thomson-Sartrouville. Face à l'annonce de 24 suppressions d'emplois, explique-t-il, « la CGT, suivie par la CFDT, va organiser une consultation de tous les salariés, dans tous les secteurs et toutes les catégories de l'entreprise, sur les besoins en emplois qualifiés, en formations qualifiantes et les moyens de les obtenir. A travers ce "travail de fourmis", une véritable gestion prévisionnelle des emplois s'ébauche ainsi mais à partir des salariés eux-mêmes dans toute leur diversité et non en fonction d'objectifs définis en haut. De nouveaux droits à la parole mais pour intervenir réellement sur l'emploi et la réussite de l'entreprise sont ainsi imposés à l'entreprise qui devra suspendre sa GPE (Gestion Prévisionnelle des Emplois) et supprimer les 25 licenciements. » (20) Avouons que devant tant de bêtises, les bras nous en tombent. Comment Lojkine ose-t-il suggérer que ce type de mobilisation locale pourrait suffire à créer « autrement » des emplois quand la direction du groupe Thomson est en train de mettre en oeuvre une charrette de plusieurs milliers de salariés ? Cela relève soit du cynisme, soit de l'aveuglement, et c'est encore plus grossier que l'orientation de la CFDT, d'ailleurs mise sous le coude aujourd'hui, cherchant à convaincre le patronat des gisements de productivité qu'ils négligent faute d'écouter les travailleurs. Lojkine a même le front d'amalgamer à Edmond Maire tous ceux qui refuseraient ces illusions sur la mixité conflictuelle, sous prétexte que Maire aurait écrit que « nier la

fonction spécifique, du chef d'entreprise conduit à une impasse. » (21) Qu'on le veuille ou non, il s'agit là d'une ligne cogestionnaire, enrobée dans une langue de bois moderne sur la conflictualité, etc. qui dissimule mal le contenu, par ailleurs parfaitement illusoire, de ce « nouveau partenariat, conflictuel mais créatif, où le patronat devra partager ses pouvoirs stratégiques et gestionnaires. » (22) Le patronat ne partagera rien du tout, et il l'a fait savoir.

Une certitude en guise de conclusion provisoire

Ce rapide survol de récentes contributions montre à l'évidence que l'on discute de deux modèles assez différents. Le premier pourrait être qualifié d'alternatif, c'est celui de Gorz et Lipietz : la crise de fonctionnement du capitalisme tend à restreindre son domaine d'efficacité et de légitimité. Il va donc rétrécir et progressivement laisser la place à un secteur alternatif. Le second modèle, baptisons-le objectiviste, montre que le capitalisme fonctionne de moins au moins sur la base des lois du marché : « Qu'est ce qui "marche" dans l'économie de "marché" ? Ce qui est planifié » (18). Le dépassement doit alors naître au coeur même du système, par généralisation de la planification interne des grands groupes, et extension de la dimension non-marchande de la régulation étatique. Cette distinction nous semble fournir un repère utile dans les débats actuels, même si la question de leur articulation au sein d'un projet révolutionnaire reste évidemment ouverte.

Nous n'avons finalement pas abordé le débat purement stratégique, ou alors par la bande : toutefois, notre hypothèse de travail, qui sous-tend l'ensemble de cet article, est que l'on ne peut penser le passage du capitalisme au socialisme sur le même modèle que celui du féodalisme au capitalisme. L'idée selon laquelle la logique économique du socialisme pourrait devenir progressivement dominante au sein même du capitalisme nous paraît toujours aussi fausse que dangereuse. Le trait essentiel de notre époque nous semble au contraire le suivant : si le capitalisme fonctionne sur une base de plus en plus restreinte, cela ne l'empêche pas de chercher à contrôler l'ensemble de la sphère sociale, même si c'est au prix de l'imposition de modèles sociaux extrêmement régressifs. Il ne peut y avoir de dépérissement progressif de la logique économique capitaliste, qu'il suffirait ensuite de parachever au niveau politique. C'est au contraire une phase de conflits très rudes qui est ouverte, dominée plus que jamais par l'alternative socialisme et barbarie, dont l'issue positive ne saurait en tout état de cause faire l'économie de la rupture révolutionnaire. Il ne s'agit pas là de la simple répétition d'un catéchisme : après tout nous souhaiterions que le schéma d'une transition graduelle au communisme soit plausible. Mais ceux qui s'en réclament ne disposent pas d'arguments suffisamment convaincants. Le pessimisme sur l'actualité d'une crise révolutionnaire est peut-être de rigueur pour une longue période. Mais il ne sert à rien de chercher à se rassurer en inventant de lumineux chemins de traverse.

Notes

- (1) K.Marx, *Oeuvres, Economie II*, La Pléiade, p.305-306.
- (2) A.Gorz, *Adieux au prolétariat*, Points-Le Seuil, 1981.
- (3) A.Gorz, *Adieux au prolétariat*, op.cit.
- (4) P.Zarifian et C.Palloix, *La société post-économique Esquisse d'une Société Alternative*, L'Harmattan, 1988.
- (5) A.Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, Galilée, 1991.
- (6) A.Gorz, *Métamorphoses du travail Quête du sens*, Galilée, 1988 ; voir notre critique de ce livre dans *Critique Communiste* n°81, janvier 1989.
- (7) A.Bihr, *Du « Grand Soir » à « l'Alternative »*, Editions ouvrières, 1991.
- (8) A.Lipietz, *Choisir l'audace*, La Découverte, 1989.
- (9) A.Gorz, « L'exclusion par l'emploi », *Alternatives Economiques*, supplément n°12, 1991.
- (10) A.Gorz, *Métamorphoses du travail*, op.cit.
- (11) A.Bihr, « "Le communisme est mort" ! Vive le communisme ? », *Critique communiste* n°112-113, novembre 1991.
- (12) A.Gorz, *Le socialisme difficile*, Le Seuil, 1967.
- (13) S.Latouche, *La planète des naufragés*, La Découverte, 1991.
- (14) J.M.Vincent, « Capitalisme et socialisation rampante », *M* n°49, oct.-nov.1991.
- (15) *Le capitalisme monopoliste d'Etat. Traité marxiste d'économie politique*, Editions sociales, 1971.
- (16) Lénine, *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, Oeuvres complètes, tome 25, Editions sociales, 1967.
- (17) P.Zarifian, « Plan, marché, autogestion », *M* n°45, avril 1991.
- (18) LCR, « Le socialisme est une idée neuve », *Critique communiste*, supplément n°1 au n°112-113, novembre 1991.
- (19) P.Herzog, *Tu imagines la politique*, Messidor/Editions Sociales, 1991.
- (20) J.Lojkine, Intervention au Colloque Issues 5,6,7 décembre 1991.
- (21) E.Maire, *Nouvelles frontières pour le syndicalisme*, Syros, 1991.
- (22) J.Lojkine, op.cit.